

**Les 30 juin et 7 juillet 2024 mobilisons-nous contre l'extrême droite !
Pour un autre travail social !
Votons pour les candidat.e.s du Nouveau Front Populaire !**

Nous, professionnels du travail social et citoyen.n.e.s (prévention spécialisée, PJJ, ASE, Handicap, etc...) et, appelons à la mobilisation le 30 juin et le 7 juillet prochain afin de d'arrêter la marche vers le pouvoir de l'extrême droite et obtenir enfin les moyens nécessaires à l'exercice de nos missions dans nos différents champs d'action du travail social. Les élections européennes du 9 juin sont un double séisme politique qui oblige le monde du travail, les organisations syndicales et les citoyen.nes à refonder d'urgence et de façon durable une nouvelle unité et un autre travail social plus solidaire, bienveillant et humain.

La situation actuelle de désespérance sociale, les reculs des droits et les politiques anti sociale des différents gouvernement ultralibéraux nourrissent les mouvements xénophobes en Europe et en France ; seule notre mobilisation et la mise en place d'une alternative sociale et écologique pourra lui faire barrage !

Car depuis deux ans, nous assistons à l'effondrement de la protection de l'enfance, à la hausse de l'enfermement des enfants, à un virage autoritaire et réactionnaire de l'éducation incarné par le discours de Gabriel Attal à Viry-Chatillon. Alors que l'ensemble des publics que nous suivons, prenons en charge au quotidien que ce soit les enfants, des adolescents et adolescentes ou en situation de handicap... est aujourd'hui dramatique dans notre pays et remet en cause le sens de nos missions et métiers ainsi que la sécurité et le bien-être des personnes prises en charge.

Les mobilisations passées et actuelles des différents secteurs du travail social viennent toujours dénoncer le détournement des moyens et des missions au profit de politiques gestionnaires déshumanisantes et mercantiles comme c'est le cas de SERAPHIN PH pour le secteur du Handicap ou l'implantation de 20 nouveaux Centre Fermé pour mineurs. Malgré les différents scandales que ce soit pour les EPHAD, la protection de l'enfance ou les lieux d'enfermements ; le secteur du médico-social tend toujours plus vers une dérive gestionnaire et bureaucratique.

Sur d'autres secteurs, comme la justice des mineurs ou la protection de l'enfance, leur fonctionnement est toujours guidé par des logiques gestionnaires et comptables qui conduisent à l'accélération des procédures judiciaires au détriment du temps éducatif, contribuant à rapprocher la justice pénale des enfants de celle des adultes. Concernant la protection de l'enfance, nous sommes confrontés à une défaillance généralisée du dispositif de soutien et d'aide aux enfants et aux familles. Aujourd'hui, les services de la PJJ sont en situation de « burn out » et la protection de l'enfance coule !

Ainsi, l'accompagnement des mêmes jeunes et plus largement des publics défavorisés auprès desquels nous intervenons, se retrouvent morcelés avec une grande difficulté à pouvoir garantir le maintien de la continuité éducative.

Face à ces constats, il est plus qu'urgent de rompre avec des politiques sociales et éducatives marquées par une approche sécuritaire, comptable et gestionnaire. Nous ne pouvons que craindre le pire en cas d'arrivée au pouvoir du rassemblement national et de ses alliés : division, stigmatisation et exclusion des publics en fonction de leurs appartenances socio-culturelles !

Notre société doit apporter un autre modèle pour tous les citoyen.n.e.s, celui de la solidarité, de l'insertion, de l'autonomie et cesser d'être le témoin impuissant de la dégradation de ces services « d'utilité » publique que sont ceux de la justice des enfants, de la protection de l'enfance et des services sociaux de proximité en général.

Parce qu'il y a urgence face à l'extrême droite, mais aussi pour protéger et à aider l'ensemble des publics que nous accompagnons, notamment les enfants et les adolescent.e.s de ce pays, nous revendiquons la mise en place d'un cadre commun pour qu'elles ou ils soient avant tout considéré.e.s comme des êtres en devenir ayant droit à la meilleure des protections pour construire sereinement leur avenir.

Cela passe par :

- Un dispositif législatif efficient, mais également et surtout par des moyens humains suffisants avec une reconnaissance et une valorisation des métiers du social, mettant fin à la précarité des stagiaires et des formations reconnaissant leur identité professionnelle ;
- Le redéploiement des budgets des structures d'enfermement au profit des structures éducatives ;
- La fin des politiques de mise en concurrence entre les associations du secteur associatif habilité, l'interdiction du secteur marchand et l'abandon des Contrats à Impact Social qui installent une logique de rentabilité dans le champ du social ;
- Le fait de redonner – effectivement – un champ de compétence civil à la PJJ afin qu'elle puisse agir de nouveau au titre de l'action éducative et de la prévention, pour aider ou accompagner les départements dans le suivi des jeunes les plus en difficultés et pour lesquels la plus-value de l'approche de la PJJ est incontestable ;
- Plus généralement, par la mise en œuvre d'un code de l'enfance, incluant le civil et le pénal, protecteur, éducatif, émancipateur.

Depuis trop longtemps, les politiques libérales ont déconstruit l'état social au profit de politiques sécuritaires et mercantiles, au détriment d'un travail de fond de qualité que nous défendons dans l'intérêt de notre public. Nous voyons aujourd'hui le résultat avec une extrême droite aux portes du pouvoir.

Pour cela, il nous faut une nouvelle majorité politique qui puisse impulser d'autres choix en rupture avec les deux dernières décennies. Cela passe par une vaste mobilisation le 30 juin et le 7 juillet 2024 mais aussi par l'élection d'une majorité de député.e.s du Nouveau Front Populaire pour arrêter l'extrême droite et qu'un autre travail social soit enfin possible.

Pour nous contacter et soutenir cet appel : appeltsnouveaufrontpopulaire@gmail.com



**Les 30 juin et 7 juillet 2024
Mobilisons-nous contre l'extrême droite !
Pour un autre travail social !
Votons pour les candidat.e.s
du Nouveau Front Populaire !**